

# CONGRES PREVENTION ET GESTION DES DECHETS

Compte-rendu de la journée du 22 novembre 2018

Le Congrès Prévention et Gestion des déchets a rassemblé 300 participants de tous bords : élus, administrations, associations, entreprises, etc. 45 stands étaient présents sur le village des solutions.

## OUVERTURE

### GILLES MARCEL – PRESIDENT DE FNE PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR

Gilles MARCEL a ouvert la journée en remerciant les participants et intervenants et rappelé le sens de la démarche de France Nature Environnement Provence-Alpes-Côte d'Azur sur un sujet complexe, technique et peu « attirant ». C'est un Congrès qui s'inscrit dans le cadre de la semaine européenne des déchets (SERD) mais qui est représentatif de l'action continue du mouvement associatif durant cette année : visites de sites de traitement des déchets dans les Alpes-de-Haute-Provence, le Var et le Vaucluse, ateliers de retours d'expériences dans les Alpes-du-Sud, rencontres sur l'économie circulaire sur la zone industrielle de Fos ou encore sur les déchets liés au tourisme et les déchets marins à Marseille.

Cette journée s'inscrit également dans le contexte du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD), qui sera voté en 2019 et des actions qu'il va impulser. Pour FNE, l'enjeu sera de passer des intentions aux actions.

### ROLAND MOUREN – MEMBRE DU BUREAU DE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE DELEGUE A LA PROPLETE ET AUX DECHETS

Roland MOUREN a fait un état des lieux de la problématique des déchets sur le territoire métropolitain et souligné la montée en puissance de son institution en ce domaine. Il annonce la présentation d'un plan de prévention des déchets sur le territoire métropolitain au 1<sup>er</sup> semestre 2019.

## ANNE CLAUDIUS PETIT – CONSEILLERE REGIONALE PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR

La représentante de la Région a rappelé les nouvelles compétences dévolues aux régions en matière de prévention et de gestion des déchets par la loi NOTRE et l'organisation que l'exécutif régional s'est donnée pour le suivi de cette problématique, notamment avec deux commissions (commission « Croissance verte, Transition énergétique, Énergie et Déchets » et « Biodiversité, Développement durable, Parcs naturels régionaux et Mer »).

La Région a arrêté le 18 Octobre 2018 le projet de SRADDET dans lequel le PRPGD est intégré et mis en chantier la COP d'avance.

Au-delà de la planification, la Région a mis en place une politique d'accompagnement pour impulser une dynamique de soutien aux initiatives locales. Anne Claudius Petit indique que l'implication du milieu associatif en ce domaine est précieuse. Les énergies et les idées sont nécessaires à la mise en œuvre du plan. Le Projet LIFE (10 M€) contient notamment un volet d'expérimentation et de développement de bonnes pratiques environnementales/ de projets intégrés dans le domaine des déchets.

## MARIE-FRANÇOISE BAZERQUE – DIRECTRICE ADJOINTE DREAL PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR

La représentante de la DREAL et de l'Etat a fait le constat d'une région qui fait figure de mauvais élève dans plusieurs aspects de la problématique des déchets. Selon le territoire, les situations sont diversifiées (par exemple la raréfaction des sites de stockage dans le 83 et le 06) et la production de déchets par habitant (comme le coût de traitement) est très élevée.

Il s'agit pour la région d'un grand défi pour rattraper un retard historique. Les responsabilités peuvent être pointées mais c'est vers un travail collaboratif que l'on doit tendre en organisant la solidarité territoriale. Il est nécessaire de changer les comportements.

Elle rappelle les responsabilités réciproques des acteurs. En la matière, l'Etat accompagne mais ce sont les Collectivités Territoriales qui sont en première ligne et doivent s'engager plus volontairement. Le PRPGD fixe un cap et doit mobiliser toutes les énergies.

## FILM SUR LE MOUVEMENT FNE EN PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR

Film du mouvement disponible à ce lien : <https://fnepaca.fr/2018/12/07/le-reseau-prevention-et-gestion-des-dechets-de-fne-en-provence-alpes-cote-dazur/>

## TABLE RONDE 1 : LES HUMAINS ET LES DECHETS

Les échanges ont montré que la représentation des déchets était variable suivant la culture, les régions (Nord/Sud), l'éducation dès l'enfance, le mode de vie, l'environnement naturel ou urbain. Cette représentation se nourrit des inégalités sociales et environnementales (orientations des populations déclassées sur les territoires d'activités polluantes – USA – années 80).

Le déchet est qualifié dans la gamme d'un lexique de la déchéance : ordures-négativité, etc. Le vocabulaire est le point clé pour changer ces représentations, grâce à l'éducation et l'information. L'accent a été mis sur la qualité de l'échange, l'écoute (quel degré de connaissance le public a du déchet, quelle représentation en a-t-il ? que fait-il ou ne fait-il pas du déchet ?) qui permet cette appréhension de la représentation.

Les réponses doivent être bien ciblées en fonction des fragmentations sociales et des sensibilités environnementales. A partir de là, le passage de l'action publique à l'action individuelle doit être développé pour mettre en avant la notion de citoyenneté, établir la relation du geste au sens. Il faut faire « l'expérimentation de la nature » qui donne du sens.

Les campagnes massives de communication sont nécessaires mais insuffisantes. Il s'agit de susciter l'engagement de la personne dans des actions concrètes. En termes de temporalité, il est intéressant de rapprocher le temps d'une campagne d'information à produire ses effets (Lorient : 10 ans) avec le temps de l'immédiateté des campagnes à la consommation.

Les associations impliquées dans l'accompagnement au changement souffrent souvent d'un manque de moyens. Or, c'est par leurs actions au plus près des habitants qu'elles relayent les bons messages.

En région Provence-Alpes-Côte d'Azur, la prise en compte publique des déchets est la résultante d'un choix historique qui a été de privilégier la solution de l'incinération, solution de facilité pour les collectivités territoriales face à un sujet perçu comme complexe et technique et dont elles n'avaient pas l'expertise. Les collectivités territoriales se sont trouvées au fil du temps dans une dépendance vis-à-vis des opérateurs et face à une situation de quasi-monopole. Le déchet a été en quelque sorte délégué par la puissance publique le faisant sortir ainsi de la sphère publique. L'incinération, perçue comme la dernière étape de l'élimination des déchets, a perduré. Ainsi l'incinérateur viendrait dégager la responsabilité collective de l'action de prévention puisqu'on élimine le déchet. Or derrière l'incinération, des déchets persistent. La pensée circulaire en ce domaine doit être construite et diffusée. Par ailleurs, la situation est paradoxale dans le sens où plus d'incinérateurs pourrait constituer un appel à produire plus de déchets : ne faudrait-il pas réduire les exutoires pour obliger à la prévention ?

Une fiscalité plus lisible serait indispensable. La part des déchets liés à l'activité économique est importante en Provence-Alpes-Côte d'Azur (40 %) ce qui conduit à faire payer l'habitant pour une activité qui n'est pas la sienne.

Sur l'objet de cette table ronde, la représentante de la région précise que son rôle est avant tout planificatrice et qu'elle va contribuer via l'Observatoire Régional des Déchets à une meilleure connaissance de ces problématiques. Le représentant de la Métropole renvoie aux choix du mode de gestion (Délégation de Service Public/ Régie) et à la qualité des cahiers des charges.

### Questions posées/ remarques du public :

- Les modalités de calcul du tonnage des déchets (ratio par habitant alors que nous avons beaucoup de touristes : nous dessert par rapport à d'autres régions non touristiques).
- Le lien très fort entre une politique de prévention ambitieuse et le fait de ne plus donner d'exutoire aux collectivités territoriales.

- La question du modèle économique et des filières de traitement.
- Le poids des grands acteurs de la publicité, de la communication, du monde de l'entreprise pour consommer davantage face aux politiques en faveur de la prévention/ gestion de déchets et de l'accompagnement au changement.

## FOCUS THEMATIQUES

### FOCUS DECHETS VERTS

Le brûlage des déchets verts est interdit mais il perdure au-delà des dérogations qui peuvent être accordées. Le brûlage de déchets verts est une combustion peu performante et constitue une source d'émissions importante de polluants dont des gaz et des particules nocives pour la santé (pour celui qui réalise le brûlage comme pour son environnement proche). Le brûlage contribue également à un appauvrissement des sols puis que la matière verte, qui pourrait servir d'amendement, part littéralement en fumée. Par ailleurs, le coût engendré par les traitements est important.

Les intervenants présentent leurs palettes de solutions sur les deux axes que sont la prévention et le broyage.

Michel Blanchard, élu à la CoVe (Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin) fait part des actions développées par sa collectivité :

- Interventions dans les écoles
- Informations par la presse et la radio et « bouche à oreille » pour la diffusion d'alternatives
- Formation des techniciens et des élus à une gestion différenciée des déchets verts et des avantages économiques qui y sont liés

La vigilance des voisins en lien avec la police environnementale/ SDIS (Service Départemental d'Incendie et de Secours) permet également d'identifier les brûlages.

Morgane Verbe du Colibricole montre l'action déterminante du milieu associatif sur ce sujet :

- Transmettre des savoirs sur le geste
- Positiver le « problème »
- Sensibiliser de façon ludique et faire par l'exemple (broyage sur les jardins partagés et dépôt du broyat sur place)
- Acquérir un broyeur pour en faire profiter les habitants (le broyage en porte à porte est une solution intéressante qui conjugue sensibilisation et action (40 euros) mais trouve sa limite car il impose un volume)
- Participer au développement d'une réflexion sur l'approche des métiers du paysage et des nouveaux enjeux
- Travailler en amont avec les jardineries et les pépiniéristes pour le choix des meilleurs végétaux en privilégiant les espèces locales

Yohann Pamel de la DREAL fait part de la mobilisation conjointe de la DREAL / ADEME / Région / ARS et présente les retours d'expériences de réunions d'information et d'échanges qui se sont déroulées dans les départements 13, 83, 06 et 84 (<http://www.paca.developpement-durable.gouv.fr/dechets-verts-les-alternatives-au->

brulage-a9482.html). Elle met en avant l'ambition de la DREAL de restreindre au maximum le brûlage des déchets verts lorsque les Plans de Protection de l'Atmosphère (PPA) de ces départements seront révisés.

Joël Sennavoine présente Aix-Multi-Services dont il est le Directeur, ses initiatives en matière d'utilité sociale et environnementale qui associent les travaux paysagers et l'insertion socioprofessionnelle. Aix-Multi Services réalise des opérations de broyage itinérantes et sur demande. Il pointe la difficile équation budgétaire pour les associations.

#### Questions posées/ remarques du public :

- Le montant des amendes qui s'avère dissuasif (450 euros) par rapport à ce que les collectivités ou les associations peuvent proposer
- L'intérêt des biodéchets qui retournent au sol pour le nourrir
- Les déchets sur les plantations d'oliviers : sur le plateau de Valensole, la masse est remise en surface y compris les noyaux au pied des oliviers.

## FOCUS DECHETS DU BTP

Véronique Lambert de la DREAL fait un état des lieux de la situation des déchets du BTP en région : elle indique que la région compte près de 115 installations de stockage irrégulières en activité. Les quantités en jeu sont importantes (données 2016) : environ 2 Mt de déchets du BTP sont orientés vers des filières irrégulières quant la région Provence-Alpes-Côte d'Azur produit environ 15 Mt de déchets inertes par an. Or, l'objectif européen de valorisation de 70 % a déjà été atteint à l'échelle régionale en ce qui concerne les carrières. Nous sommes ainsi dans une situation difficilement tenable avec :

- une grande quantité produite de déchets du BTP ;
- un plafonnement de la valorisation ;
- des réseaux illégaux très bien organisés et difficiles à démanteler.

L'amélioration de cette situation passe donc aussi par le pénal.

En 2018, les quantités ont diminué mais restent difficiles à estimer car la typologie des installations a évolué et que les pratiques illégales (constatées par exemple dans le Var) se sont exportées dans d'autres départements (notamment les Alpes-Maritimes). Le nombre d'installations de stockage irrégulières a diminué pour atteindre environ 85 installations. Cette évolution s'est faite en partie grâce à une meilleure organisation des services de l'Etat et une meilleure inspection des réseaux illégaux dans les principales zones concernées. Les installations illégales ferment ou se régularisent. La situation évolue, bien que lentement.

Des solutions se mettent en place pour améliorer la situation : exemples d'Eurovia, de Bonifay et d'Hesus.

#### Benoit Weibel et Marc Inglebert - Eurovia (marque Granulat +) :

Les trois axes de la démarche et des process de Granulat + sont :

- économie de la ressource minérale naturelle ;
- récupération et valorisation des déblais inertes de chantier ;
- recyclage des coproduits industriels (transformation des matériaux).

La valorisation des déblais inertes de chantier (matériaux de terrassement, matériaux de construction, de route, bennes à gravats de déchetterie, etc.) a commencé au milieu des années 1990. Puis a été ajouté le traitement industriel à la chaux des stériles de carrières et en 2004, les premières installations de tri dédiées aux déblais inertes de chantier ont été créées. Aujourd'hui, le maillage territorial de Granulat+ est important puisqu'il représente 35 installations et 10 sociétés en Provence-Alpes-Côte d'Azur. 1 Mt de granulats recyclés sont produits mais il ne sera pas possible de substituer totalement la ressource « vierge » par du recyclé (en France le gisement de BTP est de 250 Mt et le besoin de granulats est 400-450 Mt : une autre solution est la production de matériaux alternatifs).

Maquy Gautier – Bonifay : en juillet 2017, Bonifay a fait l'acquisition de la société Résipur, qu'elle a renommée « Ecorecept » : il s'agit d'un centre de tri et de valorisation pour les déchets de chantier. Bonifay s'est rapproché des institutionnels, des chambres consulaires, des politiques et des collectivités du le Var pour inciter les pouvoirs publics à fermer les déchetteries publiques aux professionnels tout en mettant en place des solutions pour les artisans et les entreprises. Aujourd'hui, Ecorecept accompagne les industriels, les collectivités et les entreprises du BTP dans leur démarche de gestion des déchets (collecte, transport, traitement des déchets, valorisation des matériaux).

Actuellement, l'un des principaux problèmes demeure la question du tri : les artisans sont encore peu habitués à trier leurs déchets. Par ailleurs, les déchets doivent parfois être transportés sur de longues distances, du fait du manque d'infrastructures adaptées ou de leur manque d'efficacité. Ce transport induit un coût financier mais également un coût environnemental important pour les collectivités.

Emmanuel Cazeneuve – Hesus : Hesus est basé à Paris mais part du même constat que les acteurs locaux présents sur la table ronde : les enjeux environnementaux bousculent la gestion des déchets du BTP et la poussent à évoluer. Le secteur du BTP est le principal producteur de déchets en France : dans le Var, la valorisation atteint 70 % mais en France elle est de 40 % environ. Par ailleurs, le monde du BTP est le principal consommateur de ressources non recyclables. Enfin, cette filière est sujette à une problématique de traçabilité des déchets.

Hesus a pour but d'accompagner les entreprises dans leur gestion « de A à Z » des déchets de BTP : la société regroupe une trentaine de salariés et ne possède pas d'actifs industriels. Hesus met en lien les industriels, les transporteurs, les chantiers, acteurs de la valorisation (donc tous les acteurs de la chaîne) grâce à sa plateforme numérique « Hesus Store ».

#### Questions posées / remarques du public :

La gestion des déchets, le tri, le transport des déchets, a toujours un coût. Dans le cahier des charges des maîtres d'ouvrage, la ligne « gestion des déchets » n'est pas toujours inscrite et le montant alloué n'est pas toujours fixé à l'avance, ce qui représente un important problème puisqu'il dissuade les acteurs à s'occuper de la gestion des déchets de BTP.

Les installations de stockage de déchets non dangereux commencent à être saturées sur le territoire régional. Il y a encore dans ces installations des déchets de BTP et des déchets ménagers : pourtant les déchets de BTP devraient être triés, recyclés, valorisés et réutilisés. Il va falloir optimiser les décharges actuelles car de nouvelles décharges ne pourront pas être ouvertes.

## FOCUS DECHETS EN MER

La mer Méditerranée est l'une des mers du monde en moins bon état, notamment en termes de déchets. 95 % des déchets présents en Méditerranée sont des déchets plastiques. Selon un rapport du WWF, 80 % des déchets en

mer proviennent de la terre et 20 % sont des déchets directement jetés dans l'eau (de manière volontaire ou involontaire), notamment les déchets de la pêche. Il existe un Plan d'Action pour le Milieu Marin en Méditerranée (plan PAMM) : ce document pose les objectifs de bon état écologique à atteindre en Méditerranée pour 2020. Notons également quelques avancées en France avec la loi biodiversité qui interdit les sacs plastiques, les microbilles dans les cosmétiques et les coton-tiges plastiques.

Les déchets plastiques ne se dégradent pas : ils parsèment les fonds des canyons sous-marins et impactent la faune qui l'ingère. Les micro-plastiques intègrent ainsi la chaîne alimentaire, ce qui a nécessairement des impacts sur la santé humaine.

Expedition MED, qui étudie les micro-plastiques marins, confirme ces éléments. Mais l'origine des déchets en mer est à nuancer : en fonction des zones, les déchets maritimes peuvent en effet constituer 50 à 100 % des déchets trouvés (cas particulier des filets de pêche fantômes, souvent « perdus »). Connaître la source des déchets permet de trouver des solutions : par exemple, pour les filets de pêche, on pourrait envisager des systèmes de consignes ou de location qui permettraient une traçabilité. Il y a également des réflexions pour créer des filières de traitement et éventuellement réemploi de filets usagés.

Concernant les microdéchets, ils peuvent arriver directement sous cette forme depuis les bassins versants ou bien sous forme de macrodéchets qui sont ensuite fragmentés en mer. Les micro et macrodéchets sont colonisés par des micro-organismes (algues, bactéries, potentiellement virus) : ces « colonies » constituent la « plastisphère ».

En partenariat avec l'ADEME, la DREAL et l'Agence de l'eau, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur participe au programme Ports propres. Ce programme, qui rassemble les différents acteurs des ports de plaisance, vise à analyser les sources de pollution afin les réduire à la source en mettant en œuvre des actions pour les contrer : aires de carénage, points propres, nouvelles infrastructures, etc. La certification Port Propre n'est obtenue que si les objectifs sont atteints (obligation de résultat). En parallèle, il existe une certification Port Actif en Biodiversité, qui vise à ramener de la biodiversité dans les ports de la région (obligation de moyens).

Concernant la pollution plastique, les macro et micro-plastiques font peur car ils sont visibles, mais certains micro-polluants (chimiques, médicaments ...) sont beaucoup plus dangereux pour la santé humaine et les milieux aquatiques, mais moins pris en compte.

Sur ce point, Envisan a créé une plateforme de traitement des déchets dans la rade de Toulon : les « déchets » (terre, cailloux, sédiments, sables pollués) sont récupérés et traités pour être transformés en matériaux de construction pour des travaux sur terre (terrassment, voiries) ou maritimes. Au-delà de décontaminer ces déchets, cela permet leur réemploi et donc de limiter l'utilisation de matières premières. Cette utilisation est intéressante notamment depuis l'évolution réglementaire des années 2000 qui a classé les sédiments accumulés dans les ports dans la catégorie des déchets : ils ne peuvent donc plus être relargués au large comme cela était le cas auparavant, impactant les milieux marins... Les ports payent le traitement de ces déchets en tant que producteur / détenteur du déchet.

#### Questions posées / remarques du public :

- Il y a d'autres polluants à prendre en compte : les substances toxiques issues des activités agricoles et industrielles, notamment sur le Rhône, ainsi que les rejets des stations d'épuration
- (M. Brichet et V. Raimondino) Comment mesurer l'efficacité des lois mises en place pour atteindre un bon état écologique ? Le bon état écologique n'est pas atteint aujourd'hui : cela prend du temps de mettre en place les mesures du plan PAMM. Plusieurs instances travaillent ensemble, à des échelles différentes. Il y a par exemple un programme de coopération avec les pays du Sud de la Méditerranée. Il y a différents programmes de surveillance, (par exemple Medtrix, piloté par l'Agence de l'eau) et plusieurs indicateurs de suivi. Concernant les déchets, cela n'est pas abordé par la Directive Cadre sur l'eau, il vaut mieux s'appuyer sur la Convention de Barcelone.

- (B. Dumontet) Combien de temps met un déchet plastique pour se transformer en micro-déchet ? Cela dépend du type de plastique, de sa structure chimique et de sa composition.

- (V. Raimondino) Que faire pour agir quand on est jeune ? S'investir dans des associations, innover dans des entreprises, sensibiliser les élus.

## TABLE RONDE 2 : DES OBJECTIFS A L'ACTION

Arthur de Cazenove présente les grands enjeux de la région en matière de déchets. On distingue trois types de déchets : les déchets non-dangereux (ceux des ménages), les déchets du BTP (déchets inertes) et les déchets dangereux. Le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets vise un objectif ambitieux : valoriser 60 % des déchets des ménages (DMA) d'ici 2025 alors qu'aujourd'hui le taux de valorisation est de 40 %. Concernant les déchets inertes du BTP, à l'heure actuelle, sur 15 millions de tonnes, 2 millions suivent une filière illégale. Pour ce secteur l'enjeu est double : à la fois augmenter la valorisation et également, mettre fin aux réseaux illégaux. Concernant les déchets dangereux, l'ambition du plan est d'améliorer le taux de captage et de passer de 60 % à 100 % de déchets dangereux qui suivent les filières de traitement spécifiques.

Eric Buffo nous présente une initiative locale et vertueuse pour changer les choses : repenser la déchetterie ! Le SMICVAL (Syndicat Mixte Intercommunal de Collecte et de VALorisation du Libournais de Haute Gironde) est un « supermarché inversé » dans lequel les déchets sont transformés en ressources. Le projet a été pensé lors de la reconversion de la déchetterie de la communauté de communes. A cette occasion, des études ont été faites pour analyser ce qui était apporté en déchetterie : il s'est avéré qu'une grande partie de ces apports ne constituait pas des déchets mais des matériaux ou des objets réutilisables. Une réflexion a ainsi été menée avec d'autres acteurs locaux (ressourceries, Emmaüs) pour monter un dispositif : il a fallu trois ans pour passer de l'élaboration à l'ouverture de la déchetterie. La nouvelle déchetterie est organisée autour du slogan « donnez, prenez, recyclez ». Elle est composée d'une « maison des objets » et d'une matériauthèque au sein desquelles le public peut se servir gratuitement. Comme dans un supermarché, il y a des rayons, du personnel etc.

Sur le plan financier, ce dispositif a nécessité un investissement plus grand qu'une déchetterie classique : il y a notamment plus de salariés. Ces surcoûts ont été compensés par des économies de traitement des déchets qui sont mieux triés et mieux recyclés. Quantitativement, les déchets enfouis ont baissé de 60 % ce qui est spectaculaire. Les collectes sont moins fréquentes (1 passage toutes les deux semaines) et une collecte de biodéchets a été mise en place. Par ailleurs, en dehors de l'aspect financier, ce nouveau lieu permet de renforcer le lien social, d'échanger. Un repair café a par exemple été mis en place.

Géraldine Butj, adjointe au maire de Miramas déléguée à l'environnement et au développement durable nous présente les actions de sa commune réalisées dans le cadre de l'appel à projet « territoire zéro déchet, zéro gaspillage ». C'est l'intercommunalité (la Métropole depuis 2016) qui gère les déchets sur le territoire : la commune n'a donc pas la compétence en matière de collecte, déchetterie, etc. Elle s'est toutefois lancée en 2015 dans une démarche « zéro déchet, zéro gaspillage », soutenue par l'ADEME. Un travail a notamment été fait sur les cantines scolaires : les rations ont été revues, les produits locaux privilégiés et les produits surgelés diminués. Cela a abouti à la labellisation Ecocert de la cantine. Pour sensibiliser les citoyens, un « défi des familles » a été organisé : des familles de plus en plus nombreuses ont changé leurs modes de consommation, leur façon de cuisiner, de faire les courses, de faire les produits ménagers, etc.

Les professionnels ont également joué le jeu : une fois par semestre, tous les professionnels de la ville, de différents secteurs, se rencontraient pour échanger et mutualiser idées et expériences. Le secteur du BTP,



particulièrement important, était bien représenté lors de ces rencontres. La commune de Miramas a par ailleurs innové en réutilisant certains matériaux au lieu de les considérer comme des déchets.

Corinne Wolbert-Pouzenc témoigne de la tarification incitative mise en place depuis 2012 dans la Communauté de Communes du Pays de Lunel (CCPL) : historiquement, la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) était uniquement calculée sur la taxe d'habitation. Aujourd'hui, la TEOM est composée d'une part fixe qui dépend toujours de la taxe d'habitation et d'une part incitative de 30 % qui dépend du nombre d'ordures produites. L'objectif est d'inciter à réduire les ordures ménagères, moins gâcher et améliorer le tri. Pour calculer cette part individualisée, la CCPL se base sur le nombre de levées des bacs d'ordures (les usagers ne sortent les bacs que lorsqu'ils sont pleins). Cette taxe est décalée dans le temps : le montant payé à l'année N correspond au comptage effectué en année N -1 : pour pallier ce décalage, la CCPL a créé un site extranet qui permet aux habitants de suivre régulièrement le volume de déchets qu'ils produisent et le nombre de levées. La CCPL a associé ses prestataires à la démarche : désormais, le prestataire est payé à la levée, et non plus à la tonne. Le tarif est voté en fonction du tonnage des levées de l'année précédente. Ce dispositif a porté ses fruits : la fréquence des collectes a baissé (une fois par semaine aujourd'hui), induisant des économies.

Arthur de Cazenove indique que la région n'a pas la compétence en matière de déchets mais joue un rôle d'animation. Elle accompagne les collectivités, par exemple avec le programme européen Life Smart Waste.

Eric Buffo précise qu'en effet, la région n'a pas la compétence directe en matière de déchets, mais qu'elle planifie : il faut un réel courage politique et une prise de risques pour faire avancer les choses. Aujourd'hui, les collectivités ne sont pas confrontées à des problèmes techniques, il faut des avancées politiques pour faire bouger les choses.

Hervé Pernot, Directeur traitement de la société Valsud chez Veolia, explique comment les industriels accompagnent ces changements. En ce moment, le contexte du PRPGD est favorable : cela favorise un engagement et des échanges entre les différents acteurs, industriels, prestataires et collectivités. En premier lieu, Véolia répond aux appels à projet. Dans un second temps, elle identifie des possibilités d'innover : par exemple, elle a développé un partenariat avec une société qui transporte des produits alimentaires dans des camions réfrigérés pour optimiser les trajets de ses camions (aller : transport de produits alimentaires / retour : transports de certains déchets, dans des contenants différents). La région est confrontée à plusieurs difficultés. Elle manque de centres de tri et de centres de stockage et les délais sont longs pour installer un site industriel : identifier un endroit pertinent ; étudier la dimension technique du projet ; mettre en place un modèle économique ; faire les démarches administratives, etc. Les délais vont de 3 à 5 ans entre l'idée du projet et la délivrance de l'autorisation.

Thierry Dereux de France Nature Environnement, explique comment les associations sont impliquées : France Nature Environnement a mis en place un groupe de travail avec l'ensemble des référents déchets associatifs régionaux. Cela permet d'accompagner les régions dans l'élaboration de leurs PRPGD du point de vue technique, juridique, etc. Le rôle des associations est donc de souligner les atouts et les faiblesses des différents plans et de mutualiser les expériences. Elles proposent également des alternatives à certains projets jugés trop impactants ou inutiles. Actuellement, les associations sont vigilantes vis-à-vis des projets de création/ extension de sites en cours (même si les PRPGD ne sont pas adoptés, ces sites aux durées de vie de 20 ans doivent être pensés en lien avec les objectifs des PRPGD). Hervé Pernot indique que si un projet est annulé, c'est qu'il n'avait pas été assez travaillé en amont (avec les différents acteurs et au regard des différentes réglementations) : une remise en question est donc nécessaire.

#### Questions posées / remarques du public :

- Aujourd'hui, on connaît les problèmes engendrés par les plastiques, pourquoi ne pas les placer parmi les déchets dangereux ? Les producteurs devraient agir et ne pas laisser la charge aux consommateurs de moins consommer d'emballages plastiques. Pour certains produits, il n'y a pas d'alternatives. (H. Pernot) Aujourd'hui, l'éco-conception permet en partie de répondre à cet enjeu.

- On ne parle pas assez de la responsabilité des producteurs de déchets. Les industriels devraient être responsables des produits qu'ils fabriquent.
- Le réel enjeu est celui de la réduction des déchets en amont. Il ne faut pas occulter ce problème et ne pas se concentrer uniquement sur la gestion des déchets en aval. La gestion des déchets étant devenue une activité lucrative, comment faire en sorte que les déchets soient réduits ?
- Comment la taxe incitative d'enlèvement des ordures ménagères est-elle mise en place pour les habitats collectifs ? (C. Wolbert-Pouzenc) Les bacs collectifs sont pucés et la charge est répartie en fonction des valeurs locatives. C'est donc moins incitatif que pour l'habitat individuel mais cela permet néanmoins de sensibiliser les usagers. De plus, les bacs sont moins sortis dans les rues, ce qui évite que les déchets se renversent, s'envolent, etc.

### TABLE RONDE 3 : REDUCTION DES DECHETS ET CREATION DE VALEUR

La table ronde met en avant des entreprises créatrices de valeur et participant à l'économie circulaire et à la réduction des déchets.

Saïda Palmieri présente la Compagnie des bocaux : il s'agit d'une conserverie artisanale qui cuisine des légumes de saison et les met en bocal pour les rendre accessibles toute l'année. Les légumes sont achetés à des producteurs locaux, bio et sont cuisinés dès la récolte pour ne pas perdre leurs valeurs nutritionnelles. Les légumes sont peu épluchés, ce qui réduit le gaspillage. Les déchets n'ayant pas pu être évités sont compostés. L'entreprise, qui avait ses locaux dans une pépinière d'entreprises (le Carburateur) déménage dans un quartier prioritaire du XVème arrondissement de Marseille : l'idée est de développer l'emploi local dans ce quartier.

Les premiers contrats d'approvisionnement seront conclus au cours de l'hiver 2018-2019. Il faudra prendre en compte les aléas des récoltes et adapter les recettes aux légumes disponibles (pas toujours facile à expliquer aux acheteurs).

Christophe Testa présente à son tour MP Industries : cette entreprise fabrique du mobilier urbain à partir de matériaux recyclés (majoritairement polyéthylène – PE qui ne contient pas de résidus de brome ou d'ignifugeant). Le groupe Testa était spécialisé dans les emballages en bois : il s'est tourné vers le plastique dans les années 2000 et récemment vers le recyclage de matériaux divers (flacons, bouchons de bouteilles, déchets agricoles, etc.). Le processus de production amont (démantèlement, vérification, broyage, fonte et la main-d'œuvre nécessaire) coûte cher mais le matériau recyclé coûte moins cher que la matière vierge. Par ailleurs, le cycle de transformation consomme autant d'énergie que le cycle de production classique : mais il permet d'économiser de l'énergie sur le cycle de vie global du produit et également d'éviter l'extraction de nouvelles matières premières, les transports, etc. Le bilan est donc globalement positif. Enfin, MP industries met l'accent sur la réutilisation locale : les matériaux sont récupérés dans un périmètre de 30 à 80 km autour de l'installation.

Frank Baudement nous parle du réseau Répar'Acteurs qui vise à renforcer la démarche de réparation en revalorisant et redynamisant le travail de petites structures de la région. Cela concerne environ 8 000 entreprises, des artisans de la réparation dans tous les domaines (cordonnerie, vélo, électroménager, instruments de musique, etc.). Le bénéfice de la réparation est à mesurer sur le long terme : elle joue un rôle sur l'emploi local (pas de délocalisation) et l'environnement en général (pas de nouveaux achats donc moins de ressources utilisées). Les artisans du réseau participent aussi de manière ponctuelle aux repair café, leur permettant ainsi de rencontrer une clientèle potentielle et d'échanger.

Pour Guillaume Duval, d'Alternatives Economiques, cela pose la question de l'obsolescence programmée et de l'incitation qui pourrait être mise en place à l'échelle nationale : il serait ainsi possible de baisser la TVA sur les actes de réparation, de donner des chèques-cadeaux ou de mettre en place des crédits d'impôts. Il faut privilégier la réparation au recyclage en termes d'impact environnemental : cela devra passer par l'éco-conception et mettre fin aux produits qui sont conçus pour ne pas durer et ne pas être réparés.

Colin Bessait présente l'activité d'Eurovia : Eurovia produit des matériaux (béton, gravillons) destinés à la construction. Au sein de la marque Granulat +, ces matériaux sont issus de granulats recyclés. Eurovia fait un investissement sur le long terme : ils progressent en termes de technique et de savoir-faire et ont le réflexe de prendre en compte les externalités. Cela prépare l'entreprise à l'avenir, car prochainement, il faudra certainement utiliser prioritairement la matière secondaire avant d'exploiter de nouvelles carrières. Le schéma régional des carrières incite d'ailleurs déjà au recyclage. Pour le moment, le recyclé peut présenter quelques désavantages commerciaux par rapport aux matériaux vierges : à titre d'exemple, il ne permettrait pas une unité de couleur (mélange de graviers bleus, rose, blanc, etc.) quand certains voudraient des gravillons de couleur fixe...

A l'heure actuelle, les déchets de chantier appartiennent aux maîtres d'ouvrage qui les transmettent à une entreprise de terrassement en se souciant peu de leur devenir et de leur traçabilité. L'idée d'Eurovia est de répondre à un appel d'offre sur le terrassement et sur la valorisation des déchets : dans une perspective d'économie des ressources, il serait logique d'utiliser en priorité des matériaux recyclés plutôt que des matières premières.

EQOSPHERE, représentée par Xavier Corval, a pour objectif de réduire le gaspillage alimentaire et non alimentaire des acteurs professionnels publics et privés (collectivités, hôpitaux, hypermarchés, gares, organisateurs événementiels...). Depuis 2012, l'entreprise a développé des expertises dans des champs de compétences variés, aux différentes étapes des flux de déchets :

- en amont car il est nécessaire de comprendre les facteurs du gaspillage via un diagnostic : très concrètement, il s'agit d'analyser les déchets produits ;
- ensuite, il faut améliorer la gestion des déchets, notamment grâce à une meilleure connaissance des différentes filières possibles (réemploi, ressourceries, recyclage en dernier recours) ;
- enfin, il est nécessaire de sensibiliser les acteurs à la réduction des déchets de façon globale.

Sur 120 supermarchés Casino, le travail effectué par EQOSPHERE a permis d'économiser 1.8 millions d'euros, correspondant à 400 tonnes de produits. Au-delà de l'intérêt financier, cela représente des économies en termes d'hectares de forêts utilisées, litres d'eau consommés, émissions de CO<sub>2</sub> produites, etc. Le fait de rendre visible le gaspillage renforce les process initiés et aboutit à une amélioration de l'offre et de l'approvisionnement.

Questions posées / remarques du public :

- Comment Répar'Acteurs peut-il vivre financièrement ? (F. Baudement) Répar'Acteurs n'est qu'un réseau qui rassemble environ 8000 artisans qui ont des modèles économiques différents. Le réseau en tant que tel relève de la CMAR (Chambre des métiers et de l'artisanat) qui reçoit des financements variés (Région, ADEME, etc.).
- Pourquoi ne pas créer un Label de Réparabilité ? (G. Duval) La possibilité de réparer est liée à l'obsolescence programmée. Il faut sortir de ce système, concevoir des produits réparables, assurer l'approvisionnement des pièces sur du long terme. On pourrait effectivement envisager un label avec une liste de critères à respecter. NB : des travaux en ce sens existent dans le cadre de la feuille de route sur l'économie circulaire.

## CLOTURE

### GAËLLE REBEC – DIRECTRICE ADEME PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR

Des changements de comportements et de pratiques sont indispensables pour mener à bien la transition énergétique. Le territoire est un tissu économique et il faut donc agir à tous les niveaux : les déchets ménagers, les déchets des entreprises, etc. Il est nécessaire de connaître les flux et la compétence aux différents échelons.

Avec l'économie circulaire, il y a un changement de paradigme. On prend en compte le fait qu'une consommation linéaire n'est plus possible. A ce titre, il faut mener plusieurs réflexions en parallèle : éco-conception, réduction du gaspillage alimentaire, commande publique durable...

Les citoyens sont prêts et la région Provence-Alpes-Côte d'Azur doit devenir exemplaire.

### FRANÇOIS-MICHEL LAMBERT – PRESIDENT DE L'INSTITUT DE L'ECONOMIE CIRCULAIRE ET DEPUTE DES BOUCHES-DU-RHONE

Il faut repenser notre modèle linéaire puisque nous vivons dans un monde fini, aux ressources finies. Notamment, en termes de déchets, il faut désormais les considérer comme des ressources.

L'institut de l'Economie Circulaire rassemble des collectivités, des entreprises, des écoles, universités ou encore des fondations. Il cherche à fédérer le plus d'acteurs possibles et joue un rôle de think tank et de lobby.

Par exemple, l'institut a permis la création d'un nouvel indicateur pour mesurer le nombre de ressources consommées par rapport au PIB.

Quatre leviers sont possibles en politique : la fiscalité (taxes sur certains produits, ressources, etc.) ; la réglementation (interdiction des plastiques jetables, imposer une part de bio dans les cantines ...) ; l'incitation (aides financières, dérogation sur certaines mesures) ; le développement de nouvelles compétences pour changer les comportements. Par ailleurs, en comptabilité, il faut prendre en compte des externalités : l'institut de l'économie circulaire expérimente avec des entreprises une telle comptabilité extra-financière.

### MICHEL JACOD – PILOTE DU RESEAU DECHETS DE FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR

L'une des priorités du réseau déchets de FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur est l'élaboration du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets.

La région doit prendre des mesures et des engagements forts pour faire face aux défis auxquels elle est confrontée : déchets du BTP, déchets dangereux, renforcement de la collecte des biodéchets, généralisation du principe de proximité dans la gestion des déchets, etc.

Pour faire suite à ce congrès du 22 Novembre, les participants sont conviés à assister au Copil du Réseau Déchets du 6 décembre prochain.

#### MERCI A TOUS ET EN PARTICULIER A NOS PARTENAIRES ET FINANCEURS

